

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE

ZI Nord
107 avenue Pierre et Marie Curie
13340 Rognac

Références : SS/JD-D-0508-MRT-2024
Code AIOT : 0006410292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE implanté ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE
- ZI Nord 107 avenue Pierre et Marie Curie 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006410292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de JUMBO LAVAGE MEDITERRANEE sur la commune de Rognac consiste aux lavages de citernes ayant contenu du vrac pulvérulent non dangereux, en application de l'arrêté préfectoral n°69-2011 A du 2 septembre 2014, complété par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage ;
- Suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GEREPA...) ;
- Existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.1	Sans objet
5	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
6	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une action corrective (suivi à fréquence quotidienne de la consommation sur le réseau AEP) est attendue sous 1 mois.

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées. En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - Origine de la ressource : Réseau public [...] - Origine de la ressource : Canal de Provence [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que l'alimentation en eau de son site est assurée par la Société du Canal de Provence (SCP) et le réseau d'adduction en eau potable (AEP). Son fournisseur est Agglopolo Provence Eau. Ces catégories d'eau servent pour les usages suivants : - AEP : eaux domestiques (sanitaires, boisson, etc.) + eaux de process (eaux de lavage) - SCP : eaux de process (eaux de lavage) Durant l'inspection, l'exploitant a contacté la SCP et a obtenu les informations suivantes sur l'origine de l'eau distribuée : - code masse d'eau : FRDL95 - lac de Serre-Ponçon. Après l'inspection, l'exploitant a contacté Agglopolo Provence Eau qui lui a répondu que l'eau AEP provenait du centre de production des Barjaquets à Rognac mais n'a pas précisé son origine (en amont du centre de production) et son code masse d'eau. D'après le plan du réseau AEP de la ville de Rognac, ce centre est alimenté par le canal de Marseille via la prise de Coudoux, dont l'eau est issue soit par de l'eau de la Durance soit par de l'eau du Verdon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à son fournisseur d'AEP (Agglopolo Provence Eau) pour lui demander l'origine de son eau (en amont du centre de production des Barjaquets) et le code masse d'eau puis de transmettre les informations obtenues à l'Inspection des installations classées (IIC).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Le réseau AEP et le réseau SCP disposent chacun d'un compteur. Ces compteurs ont été vus le jour de l'inspection. L'exploitant dispose également de compteurs internes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - Origine de la ressource : Réseau public, prélèvement moyen journalier 5 m ³ - Origine de la ressource : Canal de Provence, prélèvement moyen journalier 145 m ³
Constats : L'exploitant a présenté ses registres : - Compteur du réseau AEP : le relevé est hebdomadaire. Sur les 2 dernières semaines, les consommations étaient de 40 et 65 m ³ /semaine soit > 5 m ³ /j. L'exploitant justifie ce dépassement ponctuel par l'ajout d'un nouveau compteur sur le site. Sur les semaines antérieures, les consommations sont de l'ordre d'une dizaine de m ³ /semaine soit < 5m ³ /j. - Compteur de la SCP : le relevé est journalier. Sur les dernières semaines, les consommations étaient < 145 m ³ /j. L'exploitant a présenté la facture de la SCP pour la période du 01/09/22 au 20/09/23 qui faisait état d'une consommation de 14 883 m ³ soit < 145 m ³ /j en moyenne. L'exploitant a présenté une facture Agglopolé Provence Assainissement qui fait état, pour 2022, d'une consommation d'un volume de 27 774 m ³ alors que la facture de la SCP, pour 2022, fait état d'une consommation de 18 766 m ³ . Cet écart est expliqué par le coefficient de pollution (valeur de 1,48), pris en compte pour la facturation de l'assainissement. Ainsi, 18 766 × 1,48 = 27 774 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le relevé du totaliseur est effectué quotidiennement et est consigné dans un registre.
Constats : L'exploitant réalise un relevé : - journalier pour l'eau provenant de la SCP ; - hebdomadaire pour l'eau provenant du réseau AEP. L'exploitant note ses relevés dans des registres (non informatisés).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des relevés journaliers de son compteur AEP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : D'après les registres présentés à l'inspection, l'exploitant dépasse les 10 000 m ³ /an de prélèvement d'eau total, il est donc soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Le bassin versant au droit de l'installation (arc aval) a été concerné par un épisode sécheresse de niveau alerte à partir du 21/07/2023, mais l'exploitant n'a pas effectué de déclaration sur le site internet démarches simplifiées en 2023. L'inspection lui a cependant indiqué que les déclarations devaient être faites non pas en fonction de la zone d'implantation du site mais en fonction de la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux. Comme évoqué au point de contrôle n°1, l'exploitant doit demander à son fournisseur d'eau la provenance de son AEP. Ainsi, il connaîtra les zones géographiques à surveiller pour les niveaux de gravité des ACD/ACI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas de PSH mais souhaite en rédiger un pour 2024.

L'inspection des installations classées en prend acte, et lui recommande fortement l'élaboration d'un tel document qui, outre son éventuel intérêt dérogatoire, lui permettra de s'engager dans une maîtrise de ses consommations d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite